



«S'ils croient que nous allons abandonner, ils se trompent. Nous avons des informations précises que nous allons rendre publiques pour maintenir la pression», prévient Fabio De Masi.

LuxLeaks a peu à peu diminué et c'était exactement l'objectif de Messieurs Schulz et Juncker. Cela nous a occupés six mois et nous rendons un rapport sur des choses que nous n'avons même pas vues. Mais s'ils croient que nous allons abandonner, ils se trompent. Nous avons des informations précises que nous allons rendre publiques pour maintenir la pression.

**Pensez-vous qu'une commission d'enquête serait désormais utile?**

Nous avons toujours voulu une commission d'enquête. Il y a maintenant des discussions entre groupes pour étendre le mandat de la commission spéciale. Nous pensons que si nous l'étendons, cela ne servira à rien, car on nous refusera encore les documents. Mais le problème, c'est la coalition conservatrice entre Martin Schulz (NDLR: président du Parlement européen) et Jean-Claude Juncker qui tente d'empêcher une commission d'enquête. Même les libéraux sont contre. Alors, nous sommes en position minoritaire. Martin Schulz affirme que nous n'aurions pas pu réaliser une commission d'enquête dans un cadre légal, mais nous avons des juristes qui affirment le contraire. La Conférence des présidents de groupe n'a jamais pris une décision formelle sur une commission d'enquête. Martin Schulz a juste dit: "L'État, c'est moi et nous n'étudierons pas cette possibilité." Nous essaierons encore et nous avons même le soutien de certains députés conservateurs.

**Alain Lamassoure, le président français de la commission spéciale TAXE, a déclaré qu'il voulait interdire l'accès du Parlement européen aux sociétés qui n'ont pas répondu aux convocations. Trouvez-vous cette sanction suffisante?**

Je soutiens cette décision, mais ce n'est pas assez. Je préférerais

faits par l'audition. Si vous regardez les recommandations du rapport d'étape de la commission spéciale TAXE, elles ne sont pas plus contraignantes que celles préconisées par la Commission. C'est pourquoi il faut un groupe politique de gauche au Parlement européen qui réclame davantage. C'est le cas du nôtre, la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique, un peu comme déi Lénk à la

**siers des réfugiés ou des rescrits fiscaux ne fait-elle pas le jeu des eurosceptiques?**

Bien entendu. Si on regarde la réalité en face, les eurosceptiques ont raison: l'Europe ne fonctionne pas. L'austérité a mis la pression sur l'Europe, la dette publique explose, les budgets sont à la baisse, c'est le chaos en Syrie et en Libye et nous sommes incapables

à-vis de cette gouvernance incapable de taxer les multinationales offre peu d'espoir.

**Pensez-vous que la solution serait une Europe politique?**

Je ne suis pas sûr que ce soit juste un problème de structure. Le problème, c'est que si vous donnez le pouvoir à un gouvernement mais que les traités sont mauvais au départ, vous pouvez empirer la situation. Il suffit de regarder les négociations sur le libre-échange, le TTIP (NDLR: partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) avec les États-Unis. Je serais heureux que l'on puisse lutter pas seulement au Parlement européen, mais au sein des Parlements nationaux. La pression publique serait encore plus forte. Le problème est de faire les bons choix. Et les traités actuels ne le sont pas.

**Comment votre image de justicier Die Linke est-elle perçue en Allemagne?**

La plupart des Allemands sont en colère contre ces affaires. Ils sont tellement en colère qu'ils n'ont plus d'espoir politique. Ils deviennent passifs et l'acceptent. Ils ne croient plus en l'élite politique et dans les institutions européennes, et c'est une situation très dangereuse. Ceux qui détruisent l'Europe aujourd'hui ne sont pas les eurosceptiques, mais les gens comme Jean-Claude Juncker qui ne prennent pas en considération le citoyen moyen.

Le problème est de faire les bons choix. Et les traités actuels ne le sont pas



qu'IKEA, par exemple, paie sa part d'impôts. Je soutiens Alain Lamassoure, mais ce n'est pas une compensation. La majorité de la population travaille tous les jours et paie ses impôts, parfois trop, et le problème est là.

**Peut-on dire que la Commission va dans un sens et le Parlement dans l'autre?**

Je ne pense pas. Jeudi, les députés n'étaient pas vraiment satis-

faits par l'audition. Si vous regardez les recommandations du rapport d'étape de la commission spéciale TAXE, elles ne sont pas plus contraignantes que celles préconisées par la Commission. C'est pourquoi il faut un groupe politique de gauche au Parlement européen qui réclame davantage. C'est le cas du nôtre, la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique, un peu comme déi Lénk à la

**Cette Europe déchirée sur les dos-**

bles de gérer la crise des réfugiés. Nous n'avons rien pour les aider à s'installer sans mettre la pression sur les Européens. Je crois que si nous ne remplissons pas nos missions, si nous donnons un blanc-seing aux multinationales et que les citoyens voient qu'ils peuvent à peine survivre en travaillant tous les jours, les gens vont tourner le dos à l'Europe. C'est pourquoi j'ai dit à Jean-Claude Juncker jeudi qu'il était à l'image de cette Europe. La défiance publique vis-

# Repères

**État civil.** Fabio De Masi est né le 7 mars 1980 à Gross-Gerau, dans la région Rhin-Main. Il possède la nationalité allemande, mais aussi la nationalité italienne. Il est le père d'un enfant.

**Formation.** L'eurodéputé a suivi des études d'économie à l'université de Hambourg. En 2009, il obtient un master de sciences sociales en relations internationales à l'université du Cap (Afrique du Sud). En 2013, il obtient une maîtrise ès arts en économie internationale à la Berlin School of Economics and Law.

**Carrière professionnelle.** Entre 2005 et 2011, puis entre 2012 et 2014, il est attaché scientifique de plusieurs députés du Bundestag. Avant son élection comme eurodéputé en 2014, il était en charge de cours de macroéconomie politique à la faculté des sciences économiques de l'École supérieure des sciences économiques et juridiques de Berlin.

**Mandats.** Fabio De Masi a été élu eurodéputé du parti Die Linke le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Il est membre de la mouvance Sozialistische Linke de ce parti. Au Parlement européen, il siège dans le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique.

**Loisirs.** Fabio De Masi aime le football et évolue comme milieu de terrain dans les rangs amateurs du FC Sankt Pauli, club de Hambourg.